



## CORSE

### FACE AUX CRS

La jeunesse corse, mobilisée lors des manifestations en soutien à Yvan Colonna, estime, avec les annonces de Gérald Darmanin, avoir plus fait pour l'autonomie de l'île que les élus nationalistes au pouvoir depuis 2015.

# Le péril



AFP

Après plusieurs attentats contre des élus revendiqués par la GCC, la “Ghjuventù clandestina corsa”, une nouvelle organisation clandestine, l’île est en émoi. Plus personne ne semble à l’abri de la fureur de cette jeunesse corse, de plus en plus attirée par la voie des armes, et radicalisée depuis la mort d’Yvan Colonna.

PAR BRUNO RIETH

Le 10 avril, au petit matin, une forte explosion retentit dans un des quartiers jouxtant la route des Sanguinaires. Les voisins, alertés par le bruit, découvrent, effarés, que la maison familiale de Simone Guerrini, adjointe à la culture et au patrimoine à la mairie d’Ajaccio (Corse-du-Sud), est en proie aux flammes. Deux tags ont été inscrits sur les murs : « GCC » et « Speculatori fora » (« Spéculateurs dehors »). Quelques semaines plus tôt, les mairies d’Afa et d’Appietto, deux communes rurales, faisaient aussi les frais de la vindicte de la Ghjuventù clandestina corsa, cette nouvelle organisation clandestine de jeunes qui signe ses attentats par ces trois lettres.

Après cette série d’attaques, l’émotion reste forte dans l’île. D’abord parce que les Corses pensaient en avoir fini avec les « nuits bleues ». Le FLNC des « anciens », qui avait annoncé son retour en 2021, semblait plus soucieux de peser sur les débats politiques insulaires que de véritablement réactiver la mécanique de la lutte armée. Mais aussi parce que ces attentats perpétrés contre des mairies et les biens d’élus marquent le franchissement d’un nouveau cap. Même au plus fort de l’activisme militaire du FLNC, aucune mairie n’avait jamais été plastiquée.

Les insulaires regardent avec inquiétude cette jeunesse corse, de plus en plus virulente face aux élus nationalistes jugés incapables d’installer un « rapport de force avec Paris » sur la question de l’autonomie ou de la « libération des prisonniers politiques ». Ces jeunes étaient en première ligne lors des manifestations de mars 2022, en réponse au meurtre d’Yvan Colonna par un codétenu, qui ont viré à la bataille de rue. Ils estiment avoir obtenu bien plus que les élus nationalistes au pouvoir depuis 2015 : une porte ouverte vers la voie de l’autonomie concédée par Gérald Darmanin, le ministre de l’Intérieur. Confrontés à des perspectives économiques moroses, déçus par leur personnel politique, révoltés par un État français qu’ils jugent « méprisant », ces Corses-là sont de plus en plus tentés d’enfiler la cagoule. ■

# jeune

## POURQUOI ?

Simone Guerrini, adjointe à la mairie d'Ajaccio, ne comprend pas. Dans la nuit du 9 au 10 avril, sa maison, située route des Sanguinaires, a été incendiée. Sur les murs, plusieurs tags : "GCC" et "Speculatori fora" ("Spéculateurs dehors").



## Perplexité générale

Derrière son petit bureau, les yeux rivés sur la fenêtre, François Faggianelli ne sait plus ce qu'il voulait dire. Il a perdu le fil de ses idées comme on laisse échapper dans le ciel un ballon gonflé à l'hélium. Il tente bien de les rattraper, hésite un peu, puis s'avoue vaincu : « *Qu'est-ce que je disais déjà... ?* » C'est la faute de la fatigue, avance-t-il. Il y a peut-être aussi un peu de lassitude. Il faut dire que le maire d'Appietto, petite commune rurale de 1 800 âmes de Corse-du-Sud située au nord d'Ajaccio, entre mer et montagne, a réduit ses heures de sommeil ces derniers mois. Le dimanche 26 mars, la « Casa cumuna », le bâtiment municipal de la commune, qui fait office d'école au rez-de-chaussée et de mairie à l'étage, a été la cible d'un attentat. La façade et la porte d'entrée ont été endommagées par les flammes. Un incendie provoqué par deux individus, encagoulés et gantés, selon les caméras de surveillance. « *Ça aurait pu prendre aussi à l'intérieur si le tapis, qui est normalement juste derrière la porte d'entrée, n'avait pas été retiré pour le nettoyage. Sans ça, avec les panneaux scolaires en bois, tout partait. On a eu de la chance* », se rassure le maire. Sur les murs, des inscriptions ont

été taguées : « GCC », pour « Ghjuventù clandestina corsa » – « la jeunesse clandestine corse », un groupe qui a officialisé sa création le 7 février – et « Béton basta ». Pour arriver à leurs fins, les deux pyromanes ont dû passer un grillage, derrière la mairie, ce qui leur a permis de pénétrer dans l'enceinte en toute discrétion. « *Il y avait des trous dedans, ils s'en sont servis comme une échelle. Ce qui me fait dire qu'ils connaissaient les lieux ou avaient fait des repérages* », avance François Faggianelli.

Ce n'est pas la première fois qu'il est visé par la GCC. En décembre 2022, deux engins appartenant à son entreprise de BTP ainsi qu'un bureau de chantier avaient été incendiés dans la commune voisine d'Alata. Des tags « GCC », « Béton basta » et « IFF » pour « I Francesi fora » (« les Français dehors ») avaient été découverts. Avant que l'hypothèse de l'attentat soit confirmée par la découverte de ces graffitis, le maire d'Appietto avait d'abord pensé à un court-circuit : « *C'est vous dire si j'avais l'esprit tranquille et si, pour moi, il était impensable que ce soit intentionnel.* » C'est sans doute ce qui rend ses nuits agitées : l'incompréhension. Il a beau se creuser les méninges, il n'a toujours pas compris la raison de ces attaques. Depuis qu'il a commencé son activité de BTP, dans les années 1990, il n'a jamais reçu de

menaces. « *La preuve, je n'ai jamais eu de procès!* » Il n'a même jamais eu à se plaindre des clandestins du Front de libération nationale corse (FLNC) pour la simple et bonne raison qu'il n'a jamais été directement visé par eux, même quand les pains de plastic se distribuaient aussi facilement que les œufs en chocolat à Pâques.

« *J'ai 68 ans, et j'ai toujours respecté tout le monde. J'ai consacré une partie de ma vie au monde associatif, dans un esprit d'intérêt général. En tant qu'entrepreneur, je n'ai jamais fait de grand projet immobilier! Alors "Béton basta" sur mes engins, je n'y comprends rien* », soupire-t-il. Quant au tag « IFF », il n'inspire à François Faggianelli qu'un grand sourire, qui apparaît derrière sa large moustache poivre et sel : « *Moi qui suis corse depuis des dizaines de générations, j'ai dû louper quelque chose dans mon arbre généalogique.* » Le mobile serait-il lié à ses fonctions d'élu local ? « *En 2020, j'ai accordé deux permis de construire dans la commune et un seul permis en 2021*, répond-il. *Et chaque fois pour des maisons individuelles. On ne construit pas de grands immeubles, ici! On me parle de repeupler les petites communes rurales, mais, à Appietto, on a perdu 200 habitants depuis le dernier recensement, il faudrait savoir...* »

### Soutien large et inédit aux victimes

François Faggianelli n'est pas le seul à se noyer dans un abîme de perplexité. Quelques jours avant son malheur, dans la nuit du 22 au 23 mars, c'est la mairie d'Afa qui a été incendiée. Devant la porte d'entrée, les gendarmes ont même trouvé une bouteille de gaz. De quoi souffler une partie du bâtiment... Lors du rassemblement de soutien organisé dans la foulée, le maire de la commune, Pascal Miniconi, un retraité de l'Éducation nationale, s'est livré à un douloureux travail d'introspection devant 300 personnes : « *La sidération était telle que j'en ai pleuré. Étais-je visé? Quelle erreur avais-je pu commettre?* » Simone Guerrini, adjointe à la culture et au patrimoine à la mairie d'Ajaccio, est, elle aussi, plongée dans le brouillard. Dans la nuit du 9 au 10 avril, sa maison familiale, construite avec son mari il y a quarante ans, a été ravagée par les flammes. Sur les murs, encore une fois, le sigle « GCC » ainsi que cette injonction : « *Speculatori fora* » (« *Spéculateurs dehors* »). D'abord occupée par la famille Guerrini, la maison avait été louée, il y a une vingtaine d'années,

**“CES JEUNES ONT PASSÉ UN CAP QUE MÊME NOUS, À L'ÉPOQUE LA PLUS DURE, ON N'AURAIT PAS FRANCHI.”**  
UN ANCIEN BRAQUEUR DU FLNC

## LE NATIONALISME CORSE EN CINQ DATES

◆ **Le 18 novembre 1755**, Pascal Paoli fait adopter son projet de Constitution corse et proclame la République corse, trente-quatre ans avant la Révolution française.

◆ **Les 21 et 22 août 1975**, à Aléria, une trentaine de militants de l'Action régionaliste corse (ARC), emmenés par Edmond Simeoni, occupent illégalement la ferme d'un viticulteur pied-noir accusé de malversations. Près de 1 200 gendarmes et CRS sont mobilisés.

Deux gendarmes sont tués et quatre sont blessés lors d'un échange de coups de feu avec les militants.

◆ **Dans la nuit du 4 au 5 mai 1976**, 22 attentats sont perpétrés en Corse, à Nice et à Marseille. C'est la première « nuit bleue » revendiquée par le Front de libération nationale corse (FLNC) nouvellement créé, qui a pour objectif la lutte pour la défense de la « *nation corse* » face au « *colon français* ».

◆ **Le 13 décembre 2015**, la liste nationaliste, conduite par l'autonomiste Gilles Simeoni, remporte les élections territoriales avec 35,34 % des suffrages. Une première dans l'histoire du mouvement nationaliste.

◆ **Le 27 juin 2021**, Gilles Simeoni, qui a décidé de ne pas poursuivre la coalition menée avec les indépendantistes lors de ces nouvelles élections territoriales, recueille 40,64 % des voix, confirmant sa place centrale dans le jeu politique corse. ■

au peintre japonais Morio Matsui jusqu'à son décès, survenu en mai 2022. Elle était, depuis, inoccupée. « *Aujourd'hui, le manque de logique et de réel but dans ce qui se passe m'interpelle [...]. J'aime bien comprendre, et là, je ne comprends pas* », a témoigné Simone Guerrini auprès de France 3 Corse.

Cette série d'attentats suscite un large mouvement de soutien, assez inédit, aux victimes, qui, sur l'île, sont le plus souvent condamnées au silence. Sur les réseaux sociaux, Gilles Simeoni, le président autonomiste de la Collectivité de Corse, s'est ému de cet « *attentat contre le bien familial d'une élue ajaccienne* » jugé « *incompréhensible, injustifiable, et inquiétant* », terminant son message par ce mot d'ordre : « *Nous devons dire "non" collectivement à la logique du chaos.* » Le Partitu di a Nazione Corsa (PNC), qui a toujours condamné l'usage de la violence politique, a enchéri dans un communiqué : « *C'est désormais l'inquiétude qui prédomine face à une situation politique grave et particulièrement délétère.* » Même Paul-Félix Benedetti, patron du mouvement indépendantiste Core in Fronte, s'est rendu au rassemblement de soutien à Pascal Miniconi, et, dans le cénacle de l'Assemblée de Corse, a apporté son soutien aux élus ciblés par les jeunes clandestins. Rappelant la position historique des indépendantistes de ne « *jamais rien condamner, quels que soient les dommages collatéraux et connexes* », il s'est associé au mouvement général de soutien : « *Comment en est-on arrivés là? Alors que, dans les années 1980 [...], il n'y a aucune mairie CFR [Corse française et républicaine, hostile aux indépendantistes] qui a pris un seul paquet.* »

Même les Corses favorables à la lutte armée restent circonspects. Un ancien poseur de bombes et braqueur du FLNC confie à Marianne : « *Oui, ces attentats, c'est un choc pour tout le monde. Là, ces jeunes, ils ont passé un cap que même nous, à l'époque la plus dure, on n'aurait pas franchi.* » Surtout, l'ancien clandestin a ➤

ÉMEUTES  
URBAINES

L'agression d'Yvan Colonna par un de ses codétenus de la maison centrale d'Arles a suscité une onde de choc. Plusieurs manifestations de soutien ont fini en affrontements avec les forces de l'ordre. Ici, à Furiani, le 27 mars 2022.



► du mal à saisir la logique sous-jacente. « *Qu'est-ce qu'ils lui reprochent, à Simone Guerrini ?*, s'interroge-t-il. *De la spéculation immobilière parce qu'elle loue des biens de famille ? Non, ça ne tient pas. Et s'attaquer aux mairies, j'en parle pas...* » Avant de se laisser aller à une observation toute personnelle : « *Si, encore, c'était des Français qui étaient visés... Mais là, ce sont des Corses ! Donc tout le monde se sent menacé maintenant.* » Résultat, prophétise-t-il : « *À continuer comme ça, le jour où ils vont se faire choper, ils ne pourront pas compter sur beaucoup de soutien.* »

## Dépasser les aînés

**S**i, en Corse, le respect des traditions est porté en valeur cardinale, les insulaires sont tout de même tombés de leur chaise en découvrant l'édition du 8 février de *Corse-Matin*, le quotidien de l'île. Le journal indiquait avoir reçu un communiqué annonçant la création d'une nouvelle organisation clandestine, signé GCC. Faire savoir à la presse locale son existence est une sorte de rite incontournable pour tout nouveau groupe clandestin corse. Ce qui l'est moins, c'est de taper sur les aînés. Le groupe, se présentant comme « *le bras armé d'un mouvement révolutionnaire* », déplorait la passivité des vieux clandestins : « *Nous marchons sur les traces du FLNC, mais, aujourd'hui, il semble se détacher de la lutte, alors c'est à nous, la jeunesse corse, de la reprendre afin de faire front à l'État français et*

*à son mépris.* » Pêle-mêle, les rédacteurs du communiqué menaçaient les « *vendeurs de drogue* » et les « *spéculateurs* ». Ils réclamaient le « *rapprochement des prisonniers politiques* » ainsi que la « *libération de Charles Pieri* », ancien chef présumé de l'une des branches du FLNC dans les années 2000, incarcéré depuis le 9 décembre 2022 après sa mise en examen pour « *association de malfaiteurs et détention d'armes en lien avec une entreprise terroriste* ». Pour finir, la GCC revendiquait 17 actions, établies sous forme de liste chronologique, la première remontant au 4 août 2022 (l'incendie d'une résidence secondaire située à Bastelicaccia), la dernière, en date du 27 janvier, visant le domicile des propriétaires d'un camping de Bonifacio. Curieusement, l'énumération comportait quelques oublis, comme la destruction des engins de chantier de François Faggianelli, le maire d'Appietto.

Depuis le mois d'août 2022, les « *actions* » siglées de ce mystérieux GCC – à tort interprété, jusqu'à la publication du communiqué, comme l'acronyme de « *Gouvernement corse pour la Corse* » – n'en finissaient pas de provoquer des maux de tête aux insulaires, aux policiers, mais également aux anciens clandestins, très attentifs aux mouvements tectoniques de la lutte armée. L'un d'eux, toujours en lien avec ses anciens camarades, cachait mal son exaspération auprès de *Marianne* : « *Beaucoup d'anciens comme moi se demandent d'où ils sortent. D'autant plus qu'on ne peut pas dire que ce soit judicieux de demander la libération de Charles Pieri. C'est le meilleur moyen de le mettre dans la merde !* » Quant aux

reproches visant les anciens, inutile de dire qu'ils ont froissé quelques susceptibilités : « *Le jour où les gens sauront qui ils sont, ils vont se faire recadrer!* » Sauf que, sur l'île, personne ne semble avoir une idée précise de l'identité des encagoulés. Un jeune nationaliste demeure circonspect : « *Tout le monde s'est moqué de leur amateurisme. N'empêche que, même moi, je ne sais pas qui ils sont. Comme quoi, ils ne sont pas si mauvais.* » Une source policière qui suit le dossier de très près n'est pas plus renseignée : « *Les causes des attentats sont assez floues, toutes les hypothèses existent.* » Seul indice, selon notre ancien poseur de bombes : au vu des actes revendiqués, « *ils ne doivent pas avoir beaucoup de moyens. En plus, toutes leurs actions sont situées principalement en Corse-du-Sud. On est sûrement sur un groupe marginal de quatre ou cinq personnes* ».

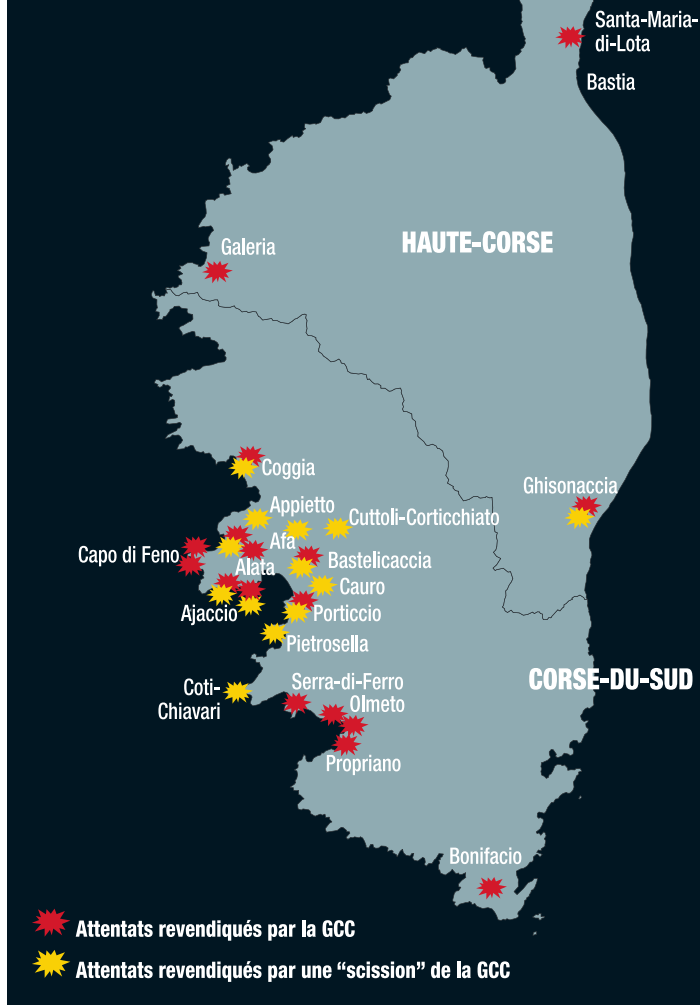
### Déjà des scissions entre militants!

Les vieux clandestins, qui avaient fait un retour sur la scène politique insulaire en septembre 2021 en annonçant leur intention de reprendre la lutte armée, ont fait savoir dans un communiqué du 21 mars leur position : « *Nous prenons aussi acte de l'apparition d'un nouveau signe clandestin. [...] Chaque engagement dans la lutte est un signe de vitalité politique que nous ne pouvons que saluer.* » Après ces mots de bienvenue, le texte vire au recadrage paternaliste. « *Le FLNC, à bientôt cinquante ans d'existence, n'a pas encore cessé son combat pour la liberté du peuple corse. [...] Un peu d'empressement leur a fait prendre la paternité d'actions qui ont été portées par notre organisation. [...] Sur leurs actions, notre sigle est parfois apposé à côté du leur sur les murs ou les engins de chantier. Cette méthode est à bannir* », écrit le FLNC. De quoi remettre l'église au milieu du village et la mèche sur le bâton de dynamite. Neuf jours plus tard, *Corse-Matin*, devenu un véritable guichet de poste pour clandestins, recevait un nouveau communiqué estampillé « *Ghjuventù clandestina corsa* », en forme de réponse aux reproches du FLNC : « *Nous tenons [...] à apporter notre soutien à nos compagnons d'armes qui, déjà depuis de nombreuses années, se battent pour sauvegarder les droits du peuple corse. [...] Nous demandons notre entrée officielle aux côtés de l'organisation qui fêtera bientôt ses cinquante ans de lutte armée tout en gardant notre identité.* » Ce texte de deux pages revendiquait cette fois les attentats contre les mairies d'Afa et d'Appietto, adressant une menace directe à l'encontre des « *élus insulaires* », pressés « *de prendre leurs responsabilités de leurs engagements envers le peuple et non avec un lien étroit mafieux* ». Fin des échanges ? Pas tout à fait.

Rebondissement le 11 avril : la rédaction de *Corse-Matin* reçoit alors une nouvelle missive de la GCC pour dénoncer... des usurpateurs de leur mouvement. « *Un groupe d'imposteurs se sont fait passer pour des membres de notre organisation et ont revendiqué nos actions sans les expliquer ni même les comprendre* », s'offusquent

## BATAILLE DE PATERNITÉ

LISTE DES ATTENTATS COMMIS DEPUIS LE 4 AOÛT 2022.



les rédacteurs (voir carte ci-dessus). Réaffirmant leur indépendance face au FLNC, les jeunes clandestins menacent ouvertement leurs petits camarades à l'origine de la précédente publication : « *Nous condamnons fermement cet acte, si cela devait venir à se reproduire, le problème ne sera plus réglé avec un simple communiqué.* » Ces jeunes auraient-ils décidé de brûler toutes les étapes et de rejouer, à peine sortis de terre, la guerre fratricide que le milieu clandestin s'était livrée à partir des années 1990, laissant sur le carreau des dizaines de militants ? « *S'ils en sont déjà à faire des scissions entre eux, ça va devenir très compliqué* », soupire un ancien porte-flingue du FLNC. D'autant que, selon lui, les anciens n'ont pas prévu de siffler la fin de la récréation : « *On va laisser faire. L'avertissement a déjà été donné, ça n'ira pas plus loin. Ce n'est pas le rôle du FLNC. Ces jeunes, au final, ils prennent de gros risques, donc faut pas leur taper sur la tête.* »

Laisser faire ? Ce n'est pas l'état d'esprit de Léo Battesti, cofondateur du FLNC qui a rompu avec la clandestinité au début des années 1990. Il est aujourd'hui membre fondateur du collectif antimafia « *Maffia nò, a vita iè* ». « *Je crois ces jeunes sincères.* ➤

► Sur le plan politique et social, les perspectives sont sombres. Mais je veux leur poser cette question : à qui profite le chaos ? Aux mafieux parce que, eux, ils ont l'ordre », prévient-il. Et d'enjoindre à ces jeunes d'arrêter leurs méfaits : « La clandestinité, on connaît ses limites. La lutte armée a été le soubassement de la mafia en Corse. L'immense majorité des gens ne veulent pas de ce retour dans le passé. J'ai envie de leur dire : "Si vous avez envie de lutter réellement, investissez les associations, que ce soit de protection de l'environnement ou de lutte contre la mafia !" » Le message peut-il être entendu ? Rien n'est moins sûr.

## La jeunesse remontée

Une violente agression d'Yvan Colonna, le 2 mars 2022, par un codétenu de la maison centrale d'Arles, suivie de l'annonce de son décès, le 21 mars, a provoqué une onde de choc en Corse. Et plus particulièrement au sein de la jeunesse. Les manifestations organisées par les syndicats étudiants ont rapidement viré à l'émeute entre jeunes encagoulés façon black blocs et les forces de l'ordre. Cocktails Molotov, boules de pétanque et bombes agricoles contre gaz lacrymogène et grenades de désencerclement. Emportée par cette ivresse de la violence, la jeunesse insulaire s'est vue adoubée par le FLNC lui-même, qui, dans un communiqué daté du 11 juillet 2022, revendiquait 16 actions, dont la destruction de deux véhicules de police lors de ces échauffourées. De quoi pousser certains jeunes à embrasser la clandestinité ? « Il y a toujours un mythe très fort de la cagoule chez les jeunes Corses », reconnaît, embarrassé, un ancien plastiqueur du front. L'émotion suscitée par la mort de Colonna, considéré comme un « martyr » dans cette sphère malgré sa condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre du préfet Érignac, a accéléré la radicalisation de jeunes déjà très

remontés. « L'ambiance actuelle est plombée, les jeunes nationalistes ne sont pas très heureux de la manière dont a évolué la majorité nationaliste. Regardez l'occupation de l'Assemblée de Corse... Honnêtement, c'est inédit », estime Jean-Guy Talamoni, membre du parti indépendantiste Corsica libera et président de l'Assemblée de Corse de 2015 à 2021. Le 27 octobre 2022, une centaine de personnes issues de collectifs de défense des prisonniers et de syndicats étudiants investissaient l'hémicycle de l'Assemblée de Corse, mécontents de l'attitude de l'exécutif insulaire face aux représentants de l'État. Quelques jours auparavant, les syndicats étudiants mettaient « en garde » les membres de Femu a Corsica, le mouvement du président du conseil exécutif de la Collectivité de Corse, Gilles Simeoni : « Nous avons permis ce processus institutionnel [les discussions engagées sur une possible autonomie de l'île], et nous n'accepterons pas qu'il se poursuive en l'état. [...] Une seule voie est possible, celle du rapport de force. Que ceux au pouvoir n'oublient pas qu'ils sont là où ils sont parce que des militants se sont battus et en ont payé le prix fort. Eux ne l'ont pas oublié. Nous non plus. »

### Le retour de la lutte armée ?

Une verve rageuse assez peu habituelle. C'est qu'en Corse les jeunes respectent leurs aînés. Tout du moins, jusque-là. « Voir des élus qui se font la guerre et renvoient une image de désunion au continent, ça ne plaît pas aux jeunes. Et s'ajoute le choix du parti majoritaire de Gilles Simeoni, qui est le grand patron, d'être conciliant avec Paris... », explique Armand Occhiolini, président de la Ghjuventù Paolina, la vingtaine à peine et déjà une maturité oratoire à faire pâlir un vieil avocat pénaliste. Les syndicats étudiants se sont depuis rassemblés au sein d'un collectif, « A Ghjuventù corsa », « pour porter des idées communes, faire des actions, et se détacher aussi des grands », poursuit le jeune homme. Le choix de l'autonomiste Gilles Simeoni, lors des dernières élections territoriales en 2021, de faire éclater la coalition nationaliste en coupant les ponts avec les indépendantistes, alors qu'elle lui avait permis de remporter les élections de 2015 et de 2017, a été mal perçu par une partie de cette jeunesse. « En 2015, la victoire des nationalistes, ça a été quelque chose d'incroyable. On y croyait. Mais le choix du parti majoritaire de partir seul, et surtout, le fait qu'il n'y ait aucune amélioration, ça finit par péter ! », soupire Armand Occhiolini. Jean-Guy Talamoni, très écouté parmi les jeunes générations et qui a été l'un des sacrifiés de la rupture de 2021, poursuit : « Le choix de Gilles Simeoni lui a permis d'élargir son électorat, mais à son seul profit. On a aujourd'hui beaucoup de membres de la majorité qui ne sont pas nationalistes, ni dans leur propos ni dans leur parcours. On pourrait parler de majorité corsiste mais pas de majorité nationaliste. Quant aux relations avec Paris, elles ne sont pas marquées par une grande fermeté », pourfend-il.

La fin de non-recevoir des différents gouvernements apportée aux revendications nationalistes a suscité

## YVAN COLONNA, LE "MARTYR" DES JEUNES CORSES

Le 2 mars 2022, dans le gymnase de la maison d'arrêt d'Arles, où il purgeait sa peine, Yvan Colonna, 61 ans, est agressé par Franck Elong Abé, un djihadiste de 36 ans condamné à neuf ans de prison pour association de malfaiteurs terroriste. Plongé dans le coma, Yvan Colonna décède trois semaines plus tard. « Le Berger de Cargèse » avait été interpellé en juillet 2003 pour l'assassinat du préfet Érignac, en février 1998 à Ajaccio, après quatre ans de cavale dans le maquis. Le 20 juin 2011, à l'issue de son troisième procès, il est définitivement condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, sans période de sûreté, par la cour d'assises spéciale de Paris. Devant les enquêteurs et les juges, Yvan Colonna a toujours clamé son innocence, réfutant être l'auteur des coups de feu mortels contre Claude Érignac. ■



#### VIVE ÉMOTION

L'annonce de la mort d'Yvan Colonna a eu un fort impact sur la population, et en particulier sur la jeune génération. Suffisamment pour qu'elle ait envie de rejoindre la clandestinité ? Ci-contre, le 3 avril, à Ajaccio.

un ressentiment chez des jeunes qui ont commencé leur vie politique adolescente au moment du troisième procès d'Yvan Colonna et de la victoire surprise nationaliste en 2015. « Paris n'a jamais respecté le processus historique qui s'est déroulé en Corse depuis 2014, avec le choix du FLNC de déposer les armes, les victoires successives des nationalistes de 2015 et de 2017. Ça créé un véritable malaise, et, chez les jeunes, se pose de plus en plus l'idée que la voie démocratique n'est peut-être pas la plus efficace », raconte Rachel Reggeti, présidente de la Ghjuventù indipendentista. De sa voix légèrement éraillée, la jeune femme de 26 ans estime que la décision de Gérard Darmanin de mettre sur la table la question de l'autonomie pour tenter de faire descendre la tension lors des manifestations de mars n'a fait que renforcer cette idée : « Depuis 2015, nos élus réclament cette autonomie. Mais ce sont les jeunes qui l'ont arrachée à Paris. Sans ces violences, l'État penserait toujours qu'il n'y a pas de problème corse ! » Quant à la perspective d'un retour en force de la lutte armée, Rachel Reggeti, au discours indépendantiste bien rodé, ne s'en inquiète pas. « J'appartiens à un mouvement politique qui s'est toujours inscrit dans le soutien à toutes les formes de combat dans la lutte de libération nationale. Le mouvement de masse a toujours eu besoin d'un flanc radical. J'espère juste qu'on tirera

les leçons du passé et qu'on n'assistera pas aux guerres fratricides qu'ont vécues nos anciens. » Le président de la Ghjuventù Paolina, qui plaide pour « un durcissement politique face à Paris sans forcément user de la force », ne cache pas qu'autour de lui la tentation de la violence se fait de plus en plus forte : « Oui, beaucoup de jeunes sont tentés par le plasticage. Ils ne sont pas fous, ils ont des yeux pour voir qu'il y a des immeubles qui poussent un peu partout, que certaines maisons sont occupées quinze jours dans l'année, que chaque année il y a 4 000 Français qui arrivent en Corse, des Bidochon précaires, et que les jeunes Corses, eux, ils regardent leur compte en banque, et ils ont faim ! »

Un terreau de frustration et de mécontentement sur lequel le groupe clandestin Ghjuventù clandestina corsa a poussé, ouvrant la perspective d'un retour des années de plomb pour une société corse qui pensait en avoir fini avec la violence. Un avenir sombre, même pour ceux qui ont toujours considéré la clandestinité comme une voie nécessaire au combat nationaliste. « J'ai été victime de deux tentatives d'assassinat. J'ai des amis qui sont morts, d'autres qui ont fait des dizaines d'années de prison. Alors, moi, pour la génération de jeunes, j'ai d'autres espoirs », confie Jean-Guy Talamoni. Une partie de la jeunesse corse semble en avoir décidé autrement. ■ B.R.